

LE COMBAT SYNDICALISTE

Organe de la Confédération Nationale du Travail
Bulletin d'information anarcho-syndicaliste

N°255 - Mars - Avril 2017

1,50 €

Édito

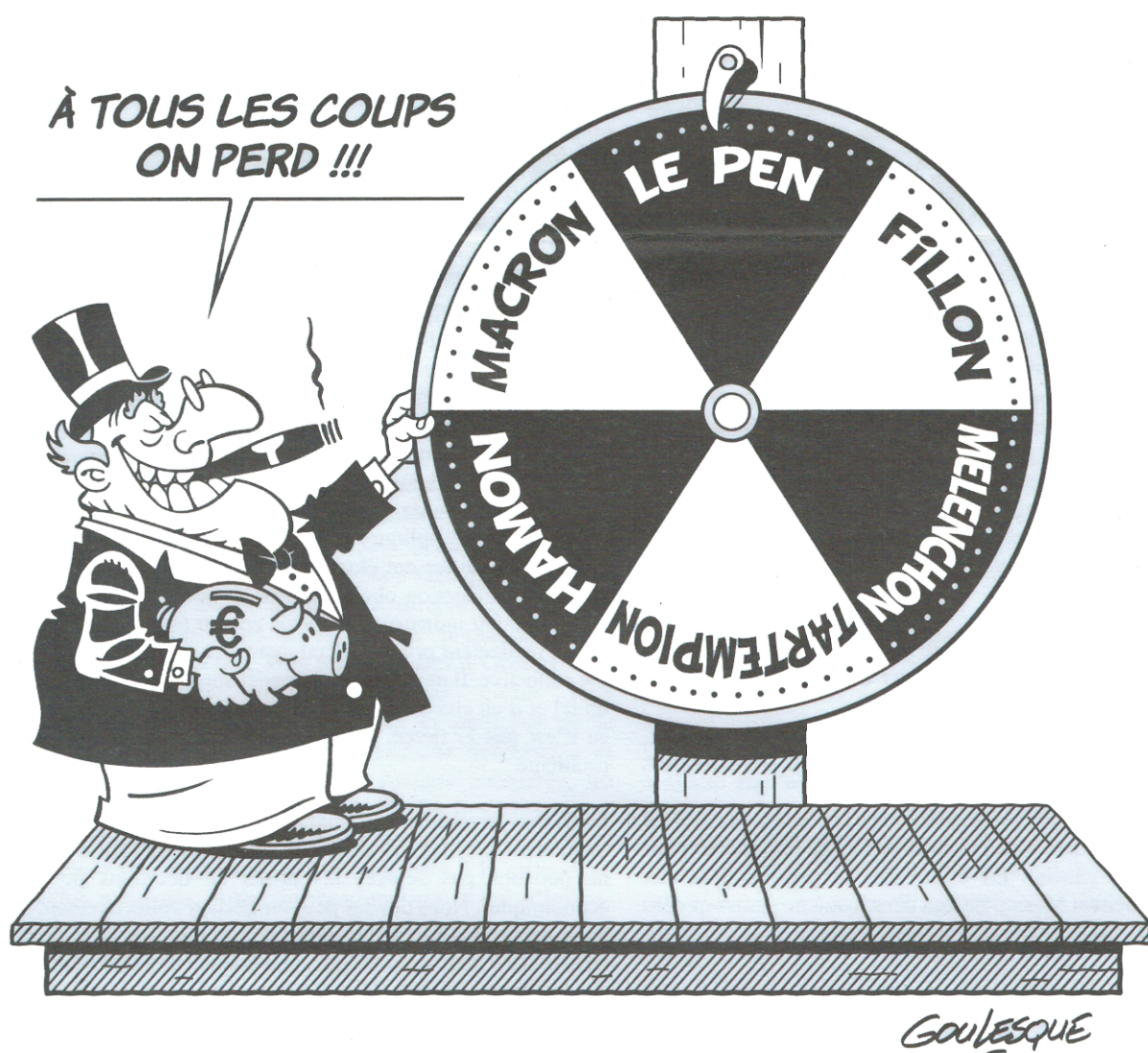
Hormis un Benoit Hamon qui cherche à se raccrocher à n'importe quelle branche qui passe pour masquer l'absence totale de perspectives nouvelles que peut proposer la social-démocratie, les candidats à la présidentielle prônent tous l'idée que le travail est l'aboutissement que nous recherchons tous. L'affirmation est contestable. Que nous soyons au travail ou précaires, les deux problèmes majeurs auxquels nous nous confrontons sont les difficultés matérielles à vivre décemment et notre incapacité à reprendre le contrôle sur les décisions qui conditionnent nos vies.

Dans cette optique, l'abstention est la seule option réaliste et conséquente que nous pouvons adopter. S'il fallait encore balayer des illusions sur les possibilités que nous offrent les élections, le spectacle actuel se suffirait à lui-même. Et lorsque nous observons ce qui se passe dans les autres pays, nous renforçons nos certitudes.

Les mouvements spontanés de contestation qui sont nés autour de 2008, inspirés par les printemps arabes, nous permettent de faire plusieurs constats : « Occupy Wall street » montre avec évidence que la démocratie directe à la base est indispensable à ceux qui veulent éviter les récupérations politiques ; la pathétique épopée de « Podemos » est le témoignage criant qu'il est impossible de régénérer la social-démocratie sans se fourvoyer et finir intégré-e-s au système ; avec Syriza, nous constatons les dégâts que génère cette gauche « régénérée » lorsqu'elle arrive au pouvoir, l'apathie du mouvement social, la trahison des nouvelles élites qui appliquent sans état d'âme la même politique que les autres franges de l'oligarchie.

S'abstenir, c'est faire le deuil de l'idée que d'autres peuvent agir à notre place. C'est affirmer que le système des représentants n'est pas le nôtre et qu'il faut le renverser pour nous réapproprier notre pouvoir de décision sur les plans politiques et économiques, comme dans nos luttes. C'est avant tout se mettre en ordre de combat pour les luttes futures. Quel que soit le Président qui sortira des urnes : il va falloir se battre pour défendre nos intérêts et nous devons le faire contre toutes les élites politiques, médiatiques, économiques et syndicales. N'attendons pas les résultats du carnaval électoral pour entrer en résistance : construisons les solidarités partout où nous le pouvons, c'est la première chose à faire pour construire de nouvelles perspectives.

23 AVRIL-7 MAI 2017... GRANDE LOTERIE NATIONALE



SOMMAIRE :

★ Ford Espagne complice de la répression syndicale

P 2

★ Journées Libertaire 2017

P 3

★ L'abstention comme combat politique

P 2-3

★ À nos dirigeants !

P 4

Confédération Nationale
du Travail

Secrétariat Confédéral :
BP 41176
34009 MONTPELLIER Cedex 1
sc@cnt-ait-fr.org
http://www.cnt-ait.fr

Le Combat Syndicaliste

Bimensuel de la CNT/AIT

Le Combat Syndicaliste reflète la diversité des actions, des pratiques et des réflexions anarchosyndicalistes en France et dans le monde.

Secrétariat et maquettage

L'Édito et la 1ère de couverture sont réalisés par le Syndicat des Travailleurs du Béarn - CNT/AIT Pau

Abonnement :

10 numéros : 15 €
Soutien : 20 €
Adresser un chèque à l'ordre de « CNT » à votre Union Régionale

Directeur de publication :

Michel Maza
Imp. Spéciale CNT
CPPAP 1856 D 73

FORD ESPAGNE COMPLICE DE LA RÉPRESSION SYNDICALE DANS
DES ENTREPRISES PARTENAIRES PRESTATAIRES DE SERVICES

La fédération locale de Valencia de la CNT espagnole appelle à une campagne internationale contre Ford dénonçant le licenciement d'un de ses adhérents, qui travaillait chez Quality Services Production (prestataire de services pour Ford).

Roberto Pérez Castellanos, délégué syndical CNT (représentant son syndicat et non élu par l'ensemble des salariés) chez Quality Services Production à Almussafes, Valencia, a été licencié en 2016, alors qu'il était en arrêt maladie en raison du harcèlement moral qu'il subissait.

Il avait en effet dénoncé des infractions à la législation du travail :

- abus de « contrats de formation », non accompagnés de formation, avec des semaines de 40 heures et plus, pour un travail équivalent à celui de salariés en CDI ;
- information syndicale empêchée ;
- refus de fournir des vêtements de travail de protection contre le froid, réclamés sous forme de pétition par des travailleurs qui ont alors été menacés de licenciement ;
- utilisation des conventions collectives du commerce d'activités diverses au lieu de celles de l'industrie du métal concernant l'activité de Quality Services Production (QSP), ce qui entraînait une perte de salaire mensuel de 400 euros.

Le syndicat a communiqué ces informations à la gérance de Ford-Almussafes en mars 2016, puis a demandé à rencontrer la direction de Ford, en vain. Une campagne nationale menée par la CNT espagnole a eu lieu du 12 au 18 décembre 2016.

Roberto revendique sa réadmission dans son poste de cariste, cet emploi qui, même précaire, est « le pain » de sa fille, selon ses propres mots.

Nous relayons la demande de solidarité de la CNT Valencia appelant au boycott des achats de véhicules Ford, jusqu'à la résolution de ce conflit.

**Pour la réintégration du délégué syndical
de la CNT espagnole licencié !
Ford responsable !
Solidarité internationale !**

Sources :
<http://valencia.cnt.es/category/noticias/conflicto-laboral>
www.rebellion.org/noticia.php?id=220797

Jacque et Patrice CNT-AIT Montpellier

Les Unions Régionales

Expression de la CNT, les Unions Régionales regroupent les syndicats d'une même zone géographique. Pour tout contact, veuillez vous adresser au secrétariat de l'UR de votre région.

UR Aquitaine :

CNT-AIT STB
18, rue J.B. Carreau
64000 PAU
cnt64@yahoo.fr

CNT-AIT SI72
4, rue d'Arcole
72000 LE MANS
cnt-ait-si72@no-log.org

UR Rhône-Alpes Méditerranée :

CNT-AIT SIM
BP 41176
34009 MONTPELLIER Cedex 1
cnt-ait.montpellier@laposte.net

L'ABSTENTION COMME COMBAT POLITIQUE

Un politologue des plus médiatiques a récemment estimé les abstentionnistes à près de 30% de la population. Il affirme qu'il s'agit « d'un phénomène en voie d'émergence »¹. Il est vrai qu'il est difficile aujourd'hui de faire passer les abstentionnistes pour des pêcheurs du dimanche irresponsables : au-delà des traditionnels appels « au vote blanc », des initiatives plus radicales pour l'abstention ou le boycott des élections se développent dans de nombreux endroits. C'est que la critique ne s'arrête plus aux candidats proposés mais remet en question la légitimité même du système de démocratie représentative.

Vers un consensus sur le fait que le système des représentants n'est pas la démocratie ?

Cela fait plusieurs années que des intellectuels remettent en question le système des représentants. En 2008, déjà, Bernard Manin admettait que « la représentation est aussi un gouvernement par des élites qui ne sont pas strictement tenues de réaliser les vœux de leurs mandants. Ainsi, le gouvernement représentatif combine des éléments démocratiques et des éléments non-démocratiques. »² Tandis que Nadia Urbinati renchérisait « La représentation politique est en réalité une violation de la représentation parce qu'elle exclut le mandat impératif : je ne peux pas renvoyer le représentant comme je le souhaite même lorsqu'il ou elle dit ou fait des choses que je désapprouve personnellement. ». Cette dernière constatait d'ailleurs que l'édification du concept de démocratie représentative n'avait pas pour but de donner le pouvoir de décision au peuple : « On ne peut pas parler d'une crise de la représentation parce que la représentation a été instituée dès le début afin de contenir plutôt que réaliser la démocratie. Comment pourrions-nous exiger de nos gouvernements qu'ils agissent d'une certaine manière (démocratique), s'ils n'ont pas été conçus pour cela ? En ce sens il est futile de parler d'une « crise de la représentation. »³ Toutefois, l'un comme l'autre n'enterrent pas pour autant le système des représentants mais cherchent des solutions pour qu'il se régénère.

C'est qu'une partie de l'intelligentsia a compris qu'il est important de contrer la critique radicale du système actuel sous peine de le voir disparaître. C'est ainsi que des sociologues comme Marie-Cécile Naves peuvent cosigner des papiers dans Libération faisant le constat « d'une crise de la représentativité » et affirmant « la démocratie participative doit se pratiquer bien plus largement qu'elle ne l'est aujourd'hui, selon des modalités qui soit restent à inventer, soit méritent d'être étendues. »⁴ Cette même sociologue avait co-présenté un rapport du Commissariat général à la stratégie et à la prospective qui avait pour titre « Quelle France dans dix ans ? Restaurer la confiance dans le modèle républicain » et qui constatait « Les Français sont de moins en moins nombreux à faire

confiance à leurs institutions. (...) près de 80 % considèrent que le système démocratique fonctionne mal en France. Ces chiffres sont en augmentation régulière, notamment chez les jeunes et dans les classes populaires, et se traduisent par une augmentation continue de l'abstention et du vote pour l'extrême droite. ». Ce rapport produit par une officine gouvernementale élaborait un plan pour que les institutions regagnent en légitimité : « Tout d'abord, il s'agira de moderniser les institutions démocratiques, notamment en poursuivant la réforme de la représentativité électorale, pour rapprocher les citoyens des décisions »⁵

Et l'on voit aujourd'hui une partie de la classe politique reprendre peu ou prou ces analyses pour essayer d'attirer une partie des abstentionnistes dans leur électorat.

La récupération politique de la critique des institutions.

Le discrédit que connaît la classe politique a pris une telle ampleur que les abstentionnistes sont devenus une cible importante pour les candidats de gauche. En effet, s'ils ne croient plus aux politiques, ils mettent Marine Le Pen dans le même panier que les autres.

Les candidats aux primaires de la gauche s'en sont donnés à cœur joie, au premier rang desquels Benoît Hamon qui a mis dans son programme : « J'inscrirai immédiatement dans la Constitution le 49.3 citoyen, un pouvoir réel, concret, qui mettra fin à la démocratie intermittente. Il permettra à 1 % du corps électoral d'imposer au Parlement d'examiner une proposition de loi proposée par les citoyens (droit d'initiative citoyenne), de suspendre l'application d'une loi adoptée par le Parlement, jusqu'à un an après sa promulgation, pour que celle-ci soit soumise à référendum (référendum d'initiative citoyenne). Le principe du 49.3 sera soumis à référendum dès le second tour des législatives. »⁶ C'était également le cas d'Europe Ecologie Les Verts avant qu'ils ne se rallient à ce dernier.

Celui qui va le plus loin dans ce sens c'est Jean-Luc Mélenchon qui propose l'élection d'une assemblée constituante qui aurait pour but d'élaborer la constitution d'une VIème République et propose : « Comment garantir le droit du peuple à exercer sa souveraineté, même entre deux élections ? Le référendum révocatoire en cours de mandat le permet »⁷. L'homme a été 20 ans sénateur, secrétaire d'Etat socialiste et il nous demande de faire une fois de plus confiance aux représentants pour établir une constitution qui limiteraient leurs pouvoirs ! Cette soudaine conversion à des procédés de contrôle de la démocratie directe n'est pas tombée du ciel. Mélenchon ne fait que s'inspirer des

discours qui sont apparus en Amérique latine (Bolivie et Venezuela) et dans le Sud de l'Europe (avec Podemos en Espagne et Syriza en Grèce). Là où ces tenants de la gauche radicale sont arrivés au pouvoir, le résultat n'est pas probant et pour cause : il ne suffit pas de singer la « démocratie » représentative de quelques éléments empruntés à la démocratie directe pour qu'elle change de nature.

La véritable démocratie c'est de débattre et de décider collectivement de ce que nous allons faire. Que les délégués qui sont chargés d'appliquer les décisions soient révocables par les assemblées qui les ont élus, c'est la moindre des choses. Que ces tâches de délégation obéissent à une rotation des mandats est un autre pare-feu indispensable. Mais encore faut-il que les décisions soient réellement prises collectivement et sur tous les aspects de la vie collective. Il ne s'agit pas de parier sur les décisions que prendra un tel et d'en changer lorsque nous sommes déçus : la démocratie, ce n'est pas le tiercé. Or, pas un candidat ne se penche sur ce problème.

Pour que le peuple soit maître des décisions, il faut refonder totalement le processus de prises de décisions. Tout d'abord, nous ne pouvons pas séparer les prises de décisions politiques et économiques. Nous devons pouvoir décider collectivement sur tous les aspects de la vie. L'entreprise doit être le lieu de la démocratie directe sur le plan économique, tout comme doit l'être la commune, sur le plan politique. Cela implique également que l'échelle des prises de décisions soit profondément modifiée : la plus grande part des décisions doivent être prises au niveau de la commune, les échelons supérieurs devant se réduire au maximum à un travail de coordination et de gestion. Il s'agit donc de remplacer l'Etat républicain par la fédération des communes libres. Par ailleurs, un tel changement ne peut s'opérer dans un cadre national. Pour reprendre le contrôle de nos vies, il est évident que nous ne pouvons ignorer qu'il faudra un mouvement international des peuples contre l'oligarchie qui profite du système. Il n'est pas réaliste de concevoir un tel changement qui remet en cause le pouvoir et le fondement du droit dans ce système – la propriété privée – grâce à un simple bulletin de vote.

Le choix de l'abstention : agir au lieu d'élire, ne laissons pas le moindre crédit au système.

« Pendant que des citoyen-ne-s jouent le jeu démocratique créée pour eux par les possédants, ils s'astreignent à croire qu'il est possible de changer la donne pacifiquement, y aspirent tellement de tout leur être qu'ils voient en la rédaction d'une nouvelle constitution une arme non-violente et magique qui résoudra les inégalités sans qu'ils n'aient à prendre part aux combats nécessairement violents auxquels ils auraient inéluctablement à faire face s'il fallait réquisitionner ce qui a été longtemps accaparé

par la force et par la ruse. »⁸ Par cette réponse à Mordraal, Robert Gray souligne un point essentiel malheureusement illustré par l'exemple grec. L'arrivée de Syriza au pouvoir n'a pas résolu les problèmes économiques et la démocratie n'y a pas avancé d'un iota. Par contre, la montée en puissance de Syriza et son arrivée au pouvoir s'est traduite par une apathie généralisée du mouvement social pourtant extrêmement vélocité jusque là en Grèce. Les élections ont une fois de plus joué leur rôle de leurre et les Grecs en subissent les conséquences.

Il ne reste d'autre choix aux véritables partisans de la vraie démocratie que de regarder la réalité en face : il faudra une prise de conscience puissante de l'illégitimité de ce système et un mouvement social d'une ampleur comparable à la révolution tunisienne pour obtenir des résultats. Nous n'y sommes pas encore, loin s'en faut. Cela n'est pas une excuse pour ne pas nous atteler à la tâche, bien au contraire. Organiser le boycott des élections, appeler à l'abstention, provoquer des réunions publiques permettant de dénoncer le système des représentants et de débattre de la vraie démocratie sont autant d'occasion de diffuser nos idées et de gagner des partisans : « Mais si le mensonge, tiré à des millions d'exemplaires, garde un certain pouvoir, il suffit du moins que la vérité soit dite pour que le mensonge recule. »⁹

C'est également le moyen le plus sûr d'organiser la résistance. La construction d'un mouvement social capable de renverser un système, quel qu'il soit, ne se fait pas en un jour. Il s'agit d'une dynamique qui s'accroît au travers des différentes luttes et solidarités qui se créent. Les journalistes nous rabâchent à chaque présidentielle que le gouvernement a 100 jours pour faire des réformes (c'est-à-dire faire passer ce dont nous ne voulons pas), c'est « l'état de grâce ». C'est que le candidat qui gagne une élection en ressort renforcé par la légitimité donnée par les électeurs. Inconsciemment, même les opposants en sont convaincus : parce qu'ils votent et cautionnent le système. Nous savons que le vainqueur des prochaines élections va appliquer un programme antisocial que nous refusons et que nous allons subir. Peu importe le nom du vainqueur, il est essentiel que l'abstention soit d'une telle force que celui-ci en sorte illégitime aux yeux des français. Créer ce contexte est indispensable si nous voulons permettre à la contestation sociale de s'exprimer sur le champ, et avec force. C'est pourquoi

il est nécessaire de donner rendez-vous aux abstentionnistes et d'annoncer, avant le premier tour, que, quel que soit le nouveau président, nous manifesterons sous le mot d'ordre : « **ce président n'est pas le notre car nous ne reconnaissons pas ce système** ».

Les temps qui s'annoncent ne sont pas des plus plaisants, mais nous pouvons garder espoir : il n'y a pas qu'en France que le système des représentants est remis en cause, il n'y a pas qu'en France que le système capitaliste et ses conséquences désastreuses provoquent l'indignation. En Grèce, en Espagne, aux Etats-Unis, la contestation est si forte que le régime semble déstabilisé. Peut-être s'en remettra-t-il, peut-être verrons nous les régimes autoritaires triomphés momentanément dans bon nombre de pays qui affichaient la démocratie représentative libérale comme modèle social. Mais la seule chose qui est certaine, c'est que rien ne s'arrangera si nous ne faisons rien : et voter c'est ne rien faire, c'est laisser à d'autres le soin d'agir à notre place. Pour conclure, laissons la parole à Bakounine : « *Ceux qui se sont sagement limités à ce qui leur paraissait possible n'ont jamais avancé d'un seul pas.* »

1 Brice TEINTURIER, « PLUS RIEN À FAIRE, PLUS RIEN À FOUTRE. La vraie crise de la démocratie », Robert Laffont, février 2017.
 2 Hélène Landemore, « La démocratie représentative est-elle réellement démocratique ? », 7 mars 2008, <http://www.laviedesidees.fr/La-democratie-representative-est.html>
 3 Ibid.
 4 Nicolas Cadène, Bélih Nabli et Marie-Cécile Naves, « Trump, le peuple et nous », Libération, <http://egalites.blogs.liberation.fr/2016/11/20/le-election-de-trump-quelles-lecons-pour-la-france/>
 5 « Quelle France dans dix ans ? Restaurer la confiance dans le modèle républicain », France stratégie, Juin 2014. Consultable sur le lien : http://www.strategie.gouv.fr/sites/strategie.gouv.fr/files/atoms/files/partieb_modelo_republicain_final_23062014.pdf
 6 <http://www.lemonde.fr/programmes/politique/la-democratie-directe>
 7 Lefigaro.fr avec AFP 18/09/2014
 8 « Mélenchon et Lordon, entre souverainisme et populisme », 3/09/2016 PAR MORDRAAL BLOG : LE BLOG DE MORDRAAL., 9 <https://blogs.mediapart.fr/mordraal/blog/030916/melenchon-et-lordon-entre-souverainisme-et-populisme-republique-et-nation-2>
 9 Albert Camus, « À guerre totale résistance totale », Editorial de Combat clandestin, n°55, mars 1944.

Jipé - Syndicats des Travailleurs du Béarn - CNT-AIT

Journées Libertaires 2017

Les journées libertaires 2017 ont été l'occasion de nous pencher sur les mouvements d'occupations des places qui ont débuté en 2011 et sur leurs conséquences à travers les exemples espagnol, américain et grec. Pour se faire nous avons invité Giorgos, un militant anarchiste grec, Carlos Taïbo, un intellectuel altermondialiste espagnol qui a participé au mouvement du 15 M (improprement appelé mouvement des indignés en France), Alberto, un militant de la CNT de Barcelone et Mark Bray, militant anarchiste américain qui a participé à Occupy Wall Street et qui est l'auteur d'un livre sur le sujet.

Premier constat, par leurs revendications, leurs pratiques et leurs compositions, ces mouvements portent une importante connotation libertaire. « *Ils ne nous représentent pas* » traduit bien la critique du système de démocratie représentative qui est commun à ces trois mouvements. En Grèce, le retour à la démocratie réelle était également la première des revendications et la majorité des activistes d'Occupy Wall Street se disaient partisans de la démocratie directe. Le puissant mouvement anarchiste grec a été partie prenante de ce mouvement. Aux Etats-Unis, 39% des activistes d'Occupy Wall Street se déclaraient anarchistes tandis qu'un tiers supplémentaire se disaient anticapitalistes et partisans de la démocratie directe. En Espagne, les militants anarchistes et anarchosyndicalistes, ceux des centres sociaux autogérés, les pacifistes et les partisans de l'écologie radicales ont participé au 15 M. Cela fait dire à Carlos Taïbo que le mouvement du 15 M est une adaptation du mouvement altermondialiste à la crise. Une réponse plus nationale, moins internationaliste et qui n'intègre pas les peuples des pays du Sud, mais aux pratiques très intéressantes. En effet, le fonctionnement horizontal et les pratiques d'action directe, notamment sur la question du logement, apportent un caractère libertaire au mouvement espagnol.

Mais ces mouvements sont également porteurs d'une composante citoyenniste beaucoup moins radicale. Giorgos souligne qu'en Grèce, les assemblées qui occupaient les places se voyaient comme des regroupements de citoyens, jamais comme des assemblées de travailleurs, ce qui a donné au mouvement un caractère interclassiste. Le consensus s'est alors fait sur des revendications modérées : on condamnait la finance, pas le capitalisme, la corruption et non l'exploitation. Si Alberto faisait une observation semblable dans son analyse sociologique du 15 M, Carlos Taïbo préférerait appuyer sur la dualité du mouvement, en distinguant le 15 M à proprement parler des indignés. La première tendance a proposé au mouvement la perspective d'espaces et de luttes autogérés, autonomes et en dehors de la marchandisation, dont l'élan est bien plus important qu'avant 2011. Les indignés en étaient souvent à leur première expérience de lutte. Ils appartiennent à la génération qui n'a connu que la crise et qui ne remet pas en cause le système méritocratique : ils lui reprochent son inefficacité. Pour cette tendance, le mouvement devait élaborer des revendications à l'attention des gouvernants. De même, le mot d'ordre « *Ils ne nous représentent*

pas » a été compris différemment : comme un refus du système parlementaire pour le 15 M, comme un refus du bipartisme pour les indignés. Mark Bray a constaté cette même dichotomie dans Occupy Wall Street qui a créé un fossé entre les occupants les plus investis, à sensibilité libertaire et les sympathisants du mouvement. La dualité de ces mouvements a permis l'émergence de partis politiques qui ont récupéré une partie des mécontents.

Mark Bray voit dans le phénomène Bernie Sanders une traduction de l'expression d'une partie des sympathisants d'Occupy Wall Street. En Espagne, la montée en puissance de Podemos ne doit pas laisser penser que ce parti est l'émanation du mouvement du 15 M. Il n'y a pas de généalogie entre les deux : le mouvement du 15 M était horizontal, il rejetait le personnelisme et n'avait pas de programme clairement établi. Podemos est un parti politique traditionnel, hiérarchisé, avec un leadership clairement établi et un programme socio-démocrate. C'est un parti qui pose des questions pertinentes sur la légitimité du régime : sur la corruption, le bipartisme, la monarchie... mais qui ne remet pas en question le capitalisme, l'aliénation, le salariat, la marchandisation, la société patriarcale, les guerres coloniales, et n'aborde ni l'écologie, ni le possible collapsus du système. Podemos cherche à réunir le maximum d'électeurs, couvrant un spectre idéologique de plus en plus large et de plus en plus flou. Pour se faire, il ne remet pas en cause la relation au travail dans le système capitaliste, il rejette la décroissance qui n'est pas un thème vendeur et adopte un discours patriotique et citoyeniste. Il envisage des alliances avec le PSOE qui est un des piliers de la caste qui domine l'Espagne. C'est ce qui fait dire à Carlos Taïbo que c'est une bonne porte de sortie pour le système qui est en difficulté de par la corruption et l'inefficacité de ses dirigeants actuels.

D'ailleurs lorsque ces partis arrivent au pouvoir, le masque tombe. Alberto a justement souligné la faiblesse de Podemos sur le terrain social : le syndicat qu'il a tenté d'impulser ne fait pas de syndicalisme et la mairesse de Barcelone, arrivée au pouvoir, a appliqué des politiques hostiles aux travailleurs plus dures que celles pratiquées par la municipalité précédente de la droite catalane ! De son côté, Taïbo souligne que la montée en puissance de Podemos a eu un effet démobilisateur : sa réponse affirme qu'il faut résoudre les problèmes à travers les institutions et non directement sur nos lieux de vie et de travail, du pain béni pour le système. Ce constat, nous le retrouvons dans l'analyse de Giorgos sur Syriza : sa montée en puissance et son arrivée au pouvoir ont les mêmes caractéristiques. Syriza a édulcoré son programme politique pour parvenir au pouvoir (le programme de Thessalonique) afin d'apparaître comme le parti le mieux à même de gérer la société et de la pacifier. Le mouvement social s'est désagrégé pour tomber dans l'apathie et l'attentisme. Même le mouvement anarchiste grec s'est trouvé désemparé et n'a pas su impulser une campagne d'abstention forte. Et une fois au pouvoir, Syriza a trahi ses promesses, une par une, jusqu'à la plus importante : le refus des mémorandums imposés par l'Europe. Syriza a trahi les luttes, a pacifié le mouvement social, a assuré la continuité de la mainmise des bureaucraties syndicales sur les

salariés. Syriza s'est détourné des préoccupations écologiques et a permis à la précarité de s'accroître encore. Le gouvernement de Syriza applique la politique raciste des camps de concentration pour les migrants et s'associe à la politique de guerre coloniale pour le pétrole dans le Sud-est méditerranéen.

Mais cette récupération politique ne doit pas faire oublier les conséquences positives de ces mouvements. Aux Etats-Unis, le mouvement « Black Lives Matter » (les vies des noirs comptent) qui s'est développé ces dernières années est peut-être plus profond que ne l'a été Occupy Wall Street. S'il se défend de faire un lien direct entre les deux mouvements, Mark Bray constate qu'ils partagent une logique antiautoritaire. Aujourd'hui, avec l'arrivée au pouvoir de Trump et la poussée xénophobe qui l'accompagne (800 crimes racistes ont été perpétrés dans les jours qui ont suivi son élection, des synagogues et des centres musulmans ont été victimes d'attaques et de menaces), on constate qu'une partie importante des américains sont prêts à se battre pour le droit à d'autres de venir s'installer aux Etats-Unis. Des mouvements de défense des immigrés eux-mêmes apparaissent, comme le mouvement des bodegas (grève menée par de petits commerçants yéménites). Occupy Wall Street a permis d'envisager une autre façon d'affirmer ses positions politiques. En Grèce, avec l'arrivée au pouvoir de Syriza, le mouvement social a connu une terrible défaite, mais aujourd'hui il reprend du poil de la bête. En Espagne, le 15 M a montré sa capacité de mobilisation à tel point que l'Etat a promulgué des lois répressives pour le contrer. Le mouvement existe toujours et reste à la pointe de la mobilisation. Il a permis une contestation active du discours officiel de la pensée unique : c'est plus facile aujourd'hui de critiquer et contester le système capitaliste qu'avant 2011. Il a permis la radicalisation d'autres luttes comme celle de la plateforme des « victimes de l'hypothèque » et le développement d'espaces autonomes et autogérés de luttes. Un bémol : ce mouvement a été avant tout urbain, il n'a pas su s'implanter dans les campagnes, ni intégrer les adolescents.

Les journées étaient aussi l'occasion de découvrir l'exposition affichée à la fac de lettres qui présentait différents mouvements spontanés de par le monde depuis 2008 et la place qui y ont pris les anarchistes. Tout ceci n'aurait pu avoir lieu sans la contribution, une fois de plus, des artistes qui sont venus jouer lors du concert inaugural des journées, à la centrifugeuse. Nous refusons les subventions et préférons dépendre de la solidarité de ces artistes et de ceux qui viennent au concert plutôt que de dépendre de l'Etat. Ce concert a été un succès. Merci à Luna Park, aux Patators, à Wooden Pearls et à l'équipe de la centrifugeuse pour leur engagement, leur gentillesse et leur talent, merci également à Mark, Giorgos, Carlos et Alberto qui ont pris le temps de préparer et venir animer les conférences, merci enfin à toutes celles et ceux qui se sont déplacés pour partager avec nous ces moments instructifs et fraternels.

Jipé - Syndicats des Travailleurs du Béarn - CNT-AIT

À NOS DIRIGEANTS !

Vous êtes tranquilisés, car votre avis est plus important que le nôtre ? Rassurés, parce qu'on vous laisse décider ? Seulement, savez-vous que des « gens » n'ont plus de travail pour vivre et se sentir dignes, qu'ils rognent sur leur loisir pour simplement avoir de quoi nourrir leur famille ? Sans compter que nombreux sont encore celles et ceux qui, trop jeunes, n'ont pas eu d'autre choix que de trimer pour survivre. Aussi, bien sûr que nous ne sommes pas tous des intellos ou de beaux parleurs ; loin s'en faut. Mais, en revanche, nous savons tous travailler et aimer, produire et créer, apprendre et transmettre. Et malgré le mépris que vous nous témoignez, vous êtes bien obligés d'admettre que sans nous, vous n'êtes plus grand chose !

NOUS SOMMES LES TRAVAILLEUSES - NOUS SOMMES LES TRAVAILLEURS

C'est nous qui plantons, fabriquons, réparons et livrons, soignons et éduquons...
C'est encore nous qui tombons en première ligne de vos sales guerres impérialistes. Et vous, pendant ce temps, seule compte la capitalisation de vos privilèges.
Nous, « sans dents » - mais prêts à mordre ! -, ne sommes pas dupes.
Comment osez-vous appeler « souveraineté du peuple » cette mascarade ? Nous savons bien que ce sont les rupins qui font les lois. À quoi sert de voter puisque nos plaintes ne sont pas entendues ?
L'unique « droit » qui nous est accordé est celui de s'écraser, « droit » que vous faites valoir à grands coups de matraque, de grenades et de flash-balls.
C'est pourquoi notre bulletin de vote est - et restera - un pavé ! Notre liberté doit s'exercer : au bureau, à l'atelier, au champ, dans la rue, dans une forêt du Tarn...

Jamais plus nous ne reviendrons aux urnes où vous enterrez nos illusions !

Et puis, si vous croyez vous en tirer grâce à vos partis NAZionalistes haineux et corrompus vous vous mettez le doigt dans l'oeil. Rien désormais ne pourra plus vous protéger !

Vous constaterez que la situation n'est plus tenable. Vous ne perdez rien pour attendre !

Et ne nous dites pas d'aller voir ailleurs ! Nous savons que partout dans ce monde financiarisé votre caste réalise toujours de plus gros bénéfices. La camelote se ressemble, seul l'emballage change !

L'État et le capitalisme nous tuent sans pitié. Notre environnement se meurt et l'avenir se bouche. Les sommations d'usages ne sont pas respectées. Voilà pourquoi nous optons pour un projet de société radicalement autre.
Nous en avons plus que marre de grappiller vos miettes et de recevoir des ordres !
Notre union est fondée sur la volonté commune de participer à l'autogestion de notre société.
Nous visons l'émancipation des rapports sociaux, la coopération égalitaire et libertaire du travail basée sur les capacités physiques, intellectuelles et les goûts de chaque individu(e). Notre exigence économique respecte le vivant tout en répondant aux besoins de chacun(e).

TERMINONS-EN AVEC L'EXPLOITATION DE L'HOMME PAR L'HOMME !



LA VALLEE-FRANCAISE - Magnanerie des Cambous
Cliché G. Latent



5041. Aux Mines - Descente du Cheval (3^e phase)

Nous les seuls producteurs de richesse, NOUS les travailleuses et les travailleurs, que ce soit en France comme partout ailleurs sur la planète, avons les mêmes intérêts.
Ne nous laissons pas bernier par les réactions nationalistes et les replis communautaristes.

Réhabilitons sans plus tarder la lutte de classe sans frontières !

Vive la révolution sociale ! Vive les communes libres !
Vive l'autogestion ! Vive le fédéralisme !

**Les acquis sociaux
ne sont pas
le résultat d'élections,
mais de
lutttes**

**AGIR
AU LIEU D'ÉLIRE**

*J'aime bien son
côté sécurisant.*



EN 2017
VOTEZ LOUP!

LECRONART

Pas de chèque en blanc aux politiciens !



Syndicat intercorporatif de Montpellier CNT-AIT - BP 41176 - 34009 Montpellier cedex 1
contact@cnt-ait-montpellier.org - www.cnt-ait-montpellier.org

